



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 15 (1987)

DOI: 10.11588/fr.1987.0.53271

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

von Zeitungsberichten etc. Die fast 20seitige Ahnenliste (S. 246 ff.), die bis in die 20. Generation reicht, hätte dabei eventuell etwas kürzer geraten können.

Weitaus voluminöser ist der zweite Komplex des Anhangs ausgefallen (fast 500 S.), der eine Quellensammlung zum Leben und Werk Drais' darstellt (S. 289 ff.). Das handschriftliche Archivmaterial ist nach Archiven und den dortigen Fundstellen gegliedert, wobei der überwiegende Teil sich aus den Archivalien des GAL Karlsruhe zusammensetzt. Der Vf. fügte den jeweiligen Quellengruppen ein eigenes Verzeichnis der abgedruckten Schriftstücke an. Eine nach herkömmlichen und allgemeinverbindlichen Regeln gestaltete Edition mit kritischem Apparat liegt nicht vor. Da der Vf. »größten Wert auf originalgetreue Wiedergabe« (S. 288) legte, hat dies zur Folge, daß er alle Deckblätter der Akten sowie alle Streichungen, Verschreibungen und die originale Blattzählung mit übernommen hat, was den Zugang teilweise erschwert, bzw. die Präsentation überlädt. Der Vorteil dieser Zusammenstellung liegt darin, daß man hier den auseinandergerissenen Sachgebieten eigenständig nachgehen kann. Gerade die oben thematisierte Beziehung Drais' zur Obrigkeit steht ungewollt im Vordergrund, da die wiedergegebenen Akten, besonders aus dem GAL Karlsruhe, alle administrativen Charakter besitzen und somit durchgängig ein Spiegel des beiderseitigen Verhältnisses sind.

Dem handschriftlichen Material folgen gedruckte Quellen. Es handelt sich hierbei einmal um Briefe, die Drais während seiner Brasilienreise nach Deutschland (1821–1824) schrieb (S. 580 ff.). Danach findet sich eine Zusammenstellung von Zeitungsartikeln und Druckschriften von und über Drais (S. 597 ff.), die der Vf. z. T. dem handschriftlichen Archivmaterial entnommen hat und an dieser Stelle in systematischer Form nach Erfindungen gegliedert präsentiert. Ein brauchbares Gesamtregister, das wesentliche Personen- und Ortsnamen sowie Begriffe aus Wirtschaft, Technik und Wissenschaft enthält, schließt die Arbeit ab.

Die Untersuchung Raucks erschließt Leben und Werk Drais' einem größeren fachwissenschaftlichen Leserkreis, erweitert insbesondere die spärlichen Kenntnisse über seine Erfinder- und Unternehmertätigkeit und bietet durch seine Quellensammlung die Möglichkeit einer vertiefenden Befassung mit der Thematik.

Joachim EMIG, Mainz

HORST MATZERATH, *Urbanisierung in Preußen 1815–1914*, Stuttgart (Kohlhammer/Deutscher Gemeindeverlag) 1985, 2 Bde., 453 p. und 5 Karten (Schriften des Instituts für Urbanistik, 72).

Voici un livre unique en son genre. Conçu en vue de l'habilitation, il présente une synthèse des nombreuses recherches déjà effectuées sur les villes prussiennes du XIX^{ème} siècle, renforcée par des études personnelles sur quelques cas particuliers, et charpentée par un énorme appareil statistique. Sept aspects essentiels de l'urbanisation sont examinés: évolution juridique du concept de ville, modalités de la croissance démographique, interaction avec l'industrialisation, topographie, distorsion et harmonisation sociales, interventionnisme municipal, équilibre des pouvoirs. Chacune des trois parties (1815–40, 1840–71, 1871–1914) déroule la série immuable de ces sept »structures particulières«.

Le risque était grand, de désorienter le lecteur par un kaléidoscope de détails localisés, ou de l'ennuyer par des accumulations de chiffres plus ou moins paraphrasés. Or non seulement l'immense matériau de base est parfaitement dominé, mais le texte fourmille de confirmations, de surprises, d'hypothèses, qui suscitent en permanence la réflexion (je regrette seulement que la conclusion, qui abandonne la distinction des trois phases pour la perspective à long terme, reste assez brève).

C'est que l'auteur entretient avec les statistiques à la fois une grande familiarité et une certaine distance, de sorte que le texte peut se lire soit en va-et-vient constant avec les tableaux,

soit comme un discours homogène et indépendant. Evidemment, la technique est précise et subtile. On trouvera, selon les besoins de la démonstration: des indices d'association, pour mesurer la sur- ou sous-représentation des catégories sociales; des coefficients de corrélation, pour confirmer ou démentir les thèses classiques sur la »dénivellation« (*Gefälle*) Ouest-Est et sur les rapports entre urbanisation et industrie; une reprise, pour le cas de Berlin, du modèle de stratification sociale proposé jadis par W. Köllmann pour celui de Barmen; des indices de mobilité migratoire plus développés que ceux des pionniers en la matière, et qui relativisent la part du phénomène dans la croissance des villes, au profit du croît naturel; des taux d'indigénat (*Gebürtigkeit*) qui révèlent la persistance de solides noyaux stables même dans de grandes villes... La quantification remplit ici un de ses rôles principaux, qui est de »falsifier« les hypothèses et les idées reçues.

Mêmes qualités contradictoires dans l'application des grandes théories de la croissance urbaine: virtuosité et prudence. La théorie de la modernisation, qui offre l'avantage de »concentrer le regard sur les phénomènes durables et centraux du changement social«, n'entraîne pas ici de schématisation hasardeuse, ni même de »synthèse des évolutions dans un modèle de variables intégrées«, mais sert plus modestement à »expliquer la modification des structures partielles de la ville«. Point de définition a priori du concept de ville, mais le relevé attentif des définitions concomitantes ou successives – qui ne simplifie guère, on s'en doute, la construction des séries chiffrées, mais légitime la distinction des trois phases. Plus significatif encore: la théorie des »lieux centraux«, empruntée aux géographes et qui prétendait volontiers à l'universalité, n'est appliquée ici qu'aux villes à fort secteur tertiaire, mais jugée peu opératoire pour les deux autres types caractéristiques: villes anciennes à croissance accélérée par l'industrie, et villes nouvelles engendrées par celle-ci; le premier type se situant majoritairement à l'Est, on détient là une des clés du fameux contraste Ouest-Est. Prudence enfin dans la recherche des moteurs de l'évolution: le statut juridique des villes ne suit pas la même logique que leur structure sociale, puisqu'il est modernisé très tôt (1808) dans certaines provinces, mais ne parvient pas en un siècle à l'uniformisation; »l'industrialisation – ceci est souligné en conclusion – renforce et accélère l'urbanisation, mais celle-ci ne s'explique pas seulement par celle-là« – autrement dit, il faut considérer en outre l'action de variables plus ou moins autonomes, telles que le comportement démographique ou l'évolution du secteur tertiaire.

Cette prudence n'interdit pas pour autant la netteté des conclusions. On pourrait les qualifier de modérément optimistes. L'action conjointe des entrepreneurs privés, des notables élus et des administrateurs municipaux aurait permis en fin de compte d'absorber les surplus de population et d'améliorer les conditions de vie. Bien mieux, la grande ville industrielle n'aurait pas engendré ni aggravé ces phénomènes inquiétants (suicides, divorces, concubinage...) que dénonçaient tant de contemporains pessimistes: ils ne se sont multipliés, et encore modérément, que dans ces villes – »lieux centraux« de l'Est, dont »les possibilités économiques et la force d'intégration sociale n'étaient pas à la hauteur de leur attrait (sur les migrants), avec pour conséquence l'instabilité«. Contrairement aux idées reçues, l'anomie n'était donc pas une composante de la modernisation.

Cet optimisme paraîtra forcé à certains. Ils objecteront que l'auteur néglige les statistiques de délinquance et de morbidité; qu'il va jusqu'à affirmer »l'absence de conflits sociaux spectaculaires«, formule surprenante même replacée dans son contexte (souvenir de la Belle Epoque dans les générations postérieures); qu'il présente une vision irénique des rapports entre élus, bureaucrates municipaux et Etat... Critiques de détail qui n'affaiblissent guère la thèse – tant celle-ci est confortée par de multiples indicateurs, sinon de stabilité, du moins de stabilisation progressive, bref d'intégration.

Ainsi H. Matzerath propose à lui seul l'équivalent pour la Prusse d'un tome entier de l'»Histoire de la France urbaine«, c'est-à-dire de ce qui a été chez nous l'objet d'un travail collectif. Deux différences sautent aux yeux: l'appareil statistique sert ici de charpente, et là

d'illustration; la vie quotidienne, les formes de sociabilité, bref la culture urbaine, largement explorées là ne sont ici qu'effleurées, parce que, dit-il en conclusion, elles relèvent de l'étude de cas et ne sont pas quantifiables. Reste que cette œuvre est un carrefour, où débouchent les multiples voies de la recherche urbanistique passée et présente, et d'où partent déjà, en pointillé, les perspectives de multiples recherches futures.

Pierre AYÇOBERRY, Strasbourg

Ursula A. J. BECHER, *Geschichtsinteresse und historischer Diskurs. Ein Beitrag zur Geschichte der französischen Geschichtswissenschaft im 19. Jahrhundert*, Stuttgart (Steiner) 1986, 222 p. (Studien zur modernen Geschichte, 36).

Voici la première étude du système des «souscriptions» du ministère de la culture, qui servaient à acheter de dix à cent exemplaires des ouvrages agréés, et les plaçait dans les bibliothèques. Ursula Becher analyse les 1240 demandes des années 1830 à 1870 d'après les registres conservés aux Archives nationales (pp. 68–167) et reproduit un échantillon de 17 jugements rédigés par les membres du Comité Législatif des Souscriptions Scientifiques et Littéraires; organisé en 1862, ce comité comprenait des érudits comme Maury, Ravaisson et Renan (pp. 190–215). Voilà la moitié de ce livre; l'autre nous présente l'essor de l'historiographie sous le Second Empire.

Le nombre croissant de souscriptions et surtout de refus, au début du second Empire, suggère une censure qui se libéralise vers la fin du régime. Le fait que les collections absorbaient les trois quarts des fonds disponibles, rendait les demandes plus difficiles encore. Avant tout, l'analyse de 1240 titres (l'auteur n'a pas pu lire tant d'ouvrages portant sur les sujets les plus divers) doit documenter l'essor des études «positives» de l'histoire, les progrès de la profession d'historien.

On nous parle de Gabriel Monod, qui, en 1876, fonda la «Revue historique» dans le but d'avancer l'histoire «positive». Or les 1240 titres, qui souvent concernent l'histoire, permettent-ils de conclure qu'un nouvel esprit a remplacé l'histoire-récit (de Michelet à Taine)? Voilà ce qui ressort bien plus clairement de l'histoire même de cette revue et de ses équivalents à l'étranger (la «Historische Zeitschrift», la première, vit le jour en 1856), selon Margaret F. Steig: *The Origin and Development of Scholarly Historical Periodicals* (University of Alabama Press, 1986), livre qui complète admirablement celui d'Ursula Becher.

Elle décrit de façon pertinente les progrès de la profession d'historien. Elle nous mène de Monod, Langlois, Lavis, Seignobos et leurs contemporains, jusqu'à Lucien Febvre et Roland Barthes, s'appuyant surtout sur Charles-Olivier Carbonell, *Histoire et historiens. Une mutation idéologique des historiens français, 1865–1885* (Toulouse, 1976), et sur William R. Keylor, *Academy and Community. The Foundation of the French Historical Profession* (Cambridge, Mass., 1975). Seulement les commentaires concernant les souscriptions ne s'intègrent pas trop bien à l'étude des transformations de l'historiographie.

Ajoutons d'autres réserves. Les conclusions parfois semblent étranges. Pourquoi justifier la politique de second Empire? U. Becher admet que la politique intérieure de Napoléon III était souvent autoritaire, mais sa politique étrangère lui paraît libérale, parce qu'elle favorisait l'indépendance des nationalités (p. 186). Elle n'en convaincra jamais les Italiens ou les Mexicains, et que dire de l'unité allemande proclamée à Versailles en 1871?

Ailleurs elle explique l'optimisme des historiens positifs par leur «mentalité coloniale». Ils se croyaient capables de conquérir le monde par la recherche. Par là, elle transforme un terme péjoratif de la critique marxiste en attribut caractéristique et méritoire des historiens du dernier tiers du dix-neuvième siècle. Elle ajoute: »Für Historiker des zweiten Kaiserreichs war eine Verbindung von Gegenwart und Vergangenheit durch Vergegenwärtigung nicht mehr